

Les visions de la DG de la CCAS pour les activités sociales de demain :

Une destruction annoncée qui ne dit pas son nom !

En septembre, la direction générale de la CCAS a produit, à l'évidence sur commande du Conseil d'administration, un document de 30 pages baptisé « **Bâtir une vision future des activités sociales associant modèle historique et nouveau modèle** ». Ce projet de refonte globale, véritable machine de guerre contre les activités sociales et leurs salariés, était inscrit pour examen à l'ordre du jour de la réunion du Comité central d'entreprise du 5 novembre.

Grâce au personnel de la restauration, en mouvement revendicatif le 4 novembre, la DG a dû annoncer que son projet ne ferait pas l'objet de présentation devant les IRP (CCE, CE).

Retiré ou pas du débat des instances de représentation du personnel, et au-delà des précautions rédactionnelles, ce document dévoile les véritables intentions destructrices de la DG.

Hypocrite, elle commence par présenter, page 5, ce qu'est le modèle historique des activités sociales : des « **productions internalisées, réalisées par du personnel propre et des infrastructures propriétés des organismes sociaux** ».

Plus loin elle plante la première banderille en précisant que le modèle historique « **ne reflète plus totalement la réalité d'aujourd'hui** ».

Il devient donc nécessaire, selon la DG, de s'adapter à ladite réalité.

Une seule solution pour la DG : la « transformation radicale »

Pour se faire, le document propose 4 scénarios d'évolution des activités sociales. Passés les trois premiers qui n'ont d'autres raisons d'être que de nous conduire au quatrième. Celui que l'on veut imposer comme une évidence, comme la solution miracle : « **le renouveau des activités sociales** » qui passe

par « **le renouveau du modèle historique** ».

Aveu / confirmation d'une stratégie mise en place depuis longtemps

Dès le premier paragraphe de la page 15, on peut lire que la DG intègre la « **baisse du 1%** » comme une donnée de base de son scénario.

Un peu plus bas, elle propose de faire évoluer les pratiques « **en faisant largement appel à des partenaires professionnels** ».

N'est-ce pas totalement contraire au modèle historique qui valorise le Pour et le Par les électriciens et gaziers ? Va-t-il être remplacé par une sorte de « **Avec d'autres qui font à la place des agents des IEG et du personnel des activités sociales** » ?

De plus, la DG décrit un « renouveau » déjà plus que largement appliqué à la CCAS par l'externalisation de pans entiers d'activités comme la comptabilité, ou encore l'informatique confiée à des sociétés extérieures. Même l'accueil du siège de Montreuil n'échappe pas à la règle. Ce ne sont plus des salariés des activités sociales qui accueillent nos visiteurs.

Désormais, les choses sont clairement avouées. Ne nous laissons pas enfumer par ce double langage !



En effet, pas besoin de longs discours, chaque salarié des activités sociales peut constater que les externalisations actuelles, les ventes du patrimoine et les transferts d'activités, à la CIAT par exemple, n'ont absolument rien à voir avec le modèle historique. D'ailleurs, deux pages plus loin, le document valide l'acquisition de la CIAT. C'est pourtant bien cette acquisition qui, entre autres, plonge les finances de la CCAS dans le rouge clignotant et pour longtemps.

La DG commence par confisquer les activités sociales aux agents des IEG, puis la théorise afin de tenter de justifier l'injustifiable. Selon elle, le renouveau des activités sociales c'est une transformation en profondeur qui va passer du « **faire au faire faire** », tel que cela est indiqué page 18.

On retrouve, page 24, les externalisations déjà réalisées, que la DG justifie par des marges de manœuvre financières accrues. On peut lire : « **Des coûts de fonctionnement de structure diminués, redéployés : moins élevés sur la comptabilité, l'immobilier, l'informatique y compris les effectifs, plus importants sur la conception des offres et le contrôle** ».

Abandonner notre modèle social en respectant les conditions des patrons des IEG et en appliquant leurs méthodes

La DG indique la nécessité « **d'une négociation offensive avec les entreprises pour obtenir la stabilisation des ressources dans le temps, en contrepartie d'engagements de transformation et d'économies** ». Doit-on comprendre que les négociations (secrètes) en cours sur la réécriture de l'article 25 de notre statut ne seraient pas offensives ?

Comme nous le disions déjà en septembre 2012, cette réécriture porterait sur les points suivants :

- L'avenir du financement des activités sociales
- L'avenir du statut juridique des activités sociales
- L'avenir du statut et le devenir du personnel des activités sociales
- L'avenir de la restauration méridienne

Enfin, la DG dit vouloir « **obtenir un moratoire de 5 ans pour mener la transformation** ». Il faut comprendre là, obtenir une garantie de versement d'un 1% stabilisé à la baisse en échange des transformations et des économies, c'est-à-dire des transferts

d'activités, une réduction de la masse salariale et la destruction de nos emplois.

Voilà une DG bien offensive, surtout contre les salariés et contre les activités sociales elles-mêmes !

Lucide et prudente, la DG prévoit des « **inconvénients** » à ses propositions, à savoir un risque de résistance interne et que cela va imposer du « **courage managérial et politique** ».

Du « **courage managérial** » pour poursuivre les transferts d'activités, les réorganisations et donc les suppressions d'emplois.

Du « **courage politique** » pour assumer la rupture avec le modèle historique, avec les activités sociales de Marcel Paul, avec les acquis de la loi de nationalisation de 1946 et notre salaire socialisé.

Un document muet sur l'essentiel

- ◆ Aucune information concrète sur les conséquences sociales du 4ème scénario, si ce n'est que la masse salariale va continuer à diminuer
- ◆ Pas un mot sur la photographie actuelle des activités sociales
- ◆ Pas d'information non plus sur l'état réel des finances de la CCAS
- ◆ Pas de préconisation pour en finir avec les achats irresponsables et les gabegies permanentes
- ◆ Pas de scénario alternatif mettant en scène la mobilisation du personnel des IEG, de la CCAS et des CMCAS pour pérenniser et développer les activités sociales, pour récupérer l'intégralité du 1% auprès des entreprises de la branche, y compris devant les tribunaux



**Au pseudo « courage managérial et politique »
de la DG, à sa volonté destructrice,
opposons ensemble et dans l'unité syndicale,
notre détermination à faire aboutir nos revendications**

**Pas touche à nos emplois et à la masse salariale !
Stop aux réorganisations et aux externalisations !
Maintien de l'article 25 du statut !**